



**PRÉFÈTE
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber – CS 52 002
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 13/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PURFER

Gare de Lédénon

30 210 LEDENON

Références : SC/2022-12-863
Code AIOT : 0006600569

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2022 de l'établissement PURFER implanté Gare de Lédénon – 30 210 Lédénon. L'inspection a été annoncée le 07/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est effectuée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans. La précédente inspection a été effectuée le 27 août 2019. L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE », notamment les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2020 modifiant des prescriptions relatives aux émissions atmosphériques et aux effluents aqueux pour prendre en compte les dispositions de la directive IED,

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- Gare de Lédénon – 30 210 Lédénon
- Code AIOT dans GUN : 0006600569
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : oui

La société PURFER est spécialisée dans le recyclage et la valorisation de déchets métalliques. L'établissement est également agréé pour le traitement et le broyage des véhicules hors d'usage (VHU).

Les activités principales exercées sur le site sont les suivantes :

- l'entreposage, la dépollution et le démontage de VHU,
- le broyage des carcasses de VHU dépolluées et démantelées,
- le transit et le regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE),
- le transit, le regroupement, le tri et le traitement par broyage de déchets métalliques ferreux et non ferreux,
- le transit et le regroupement de batteries,
- le transit et le regroupement de pneumatiques.

Les terrains d'implantation du site d'une superficie totale de 11 637 m² comprennent les installations et équipements suivants :

- un bâtiment d'une surface de 270 m² dans lequel se trouvent un atelier de maintenance, des zones de stockage de déchets métalliques et batteries, ainsi que les locaux sociaux,
- deux aires d'entreposage des véhicules hors d'usage en attente de dépollution et une aire de dépollution des VHU,
- un hangar dédié aux opérations de déjantage des pneumatiques,
- des aires de stockage extérieures en casiers, bennes ou vrac pour les DEEE, les ferrailles, les métaux ferreux et non ferreux, les déchets métalliques, les déchets non dangereux et dangereux issus de la dépollution et démontage des VHU (pare-brises, pare-chocs, réservoirs, pneumatiques, roues, moteurs, filtres à huiles, huiles usagées, carburants, liquide de refroidissement,...),
- une zone de chalumage des ferrailles lourdes ou massives,
- une installation de broyage composée d'un broyeur, d'une ligne de tri des métaux broyés et d'une ligne d'aspiration et de dépoussiérage,
- un pont bascule,
- des bureaux,
- des voies de circulation.

À noter que le broyeur n'a plus été mis en fonctionnement depuis au moins 2019.

Les installations sont régulièrement exploitées par l'arrêté préfectoral n°12.091N du 20 juillet 2012 autorisant la poursuite de l'exploitation du centre de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux et non dangereux et de métaux et de déchets de métaux, ainsi que du centre VHU et de l'installation de broyage de VHU par la société PURFER sur la commune de Lédénon.

Les dispositions de cet arrêté ont été complétées par l'arrêté préfectoral n°14.099N du 16 juillet 2014 qui prend acte de la non soumission aux garanties financières et par l'arrêté préfectoral n°20-139-DREAL du 4 août 2020 actualisant les rubriques de classement (intégration de la rubrique IED 3532 – valorisation de déchets non dangereux) et certaines prescriptions relatives aux rejets aqueux et aux rejets atmosphériques suite à la révision du BREF Traitement des déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les déchets
- la prévention de la pollution des eaux
- les rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Étude technique	Arrêté Préfectoral du 20/07/2012 Article 9.10.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 20/07/2012 Article 5.8	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Compteur du forage n°2	Arrêté Préfectoral du 20/07/2012 Article 5.2	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
6	Périodicité des mesures des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 04/08/2020 Article 6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Étiquetage	Arrêté Préfectoral du 20/07/2012 Article 2.5	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
4	Nettoyage des dispositifs de traitement	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 04/08/2020 Article 7	/
5	Valeurs limites des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 04/08/2020 Article 6	/
8	Pneumatiques usagés	Arrêté Préfectoral du 20/07/2012 Article 7.4.4	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a principalement porté sur les dispositions prescrites dans le dernier arrêté préfectoral n°20-139-DREAL du 4 août 2020 qui a été pris suite au réexamen des conditions d'exploiter en comparaison des meilleurs techniques disponibles (MTD) du BREF « WT » correspondant à la rubrique 3532. L'inspection a ainsi vérifié par sondage les dispositions relatives aux conditions d'admission des déchets, aux émissions atmosphériques et aux effluents aqueux.

S'agissant des déchets, l'admission des déchets et matières est effectuée conformément à la réglementation. Un registre d'admission dans lequel sont consignées toutes les informations demandées par l'arrêté préfectoral du 4 août 2020 susvisé est tenu à jour et à la disposition de l'inspection.

S'agissant des émissions atmosphériques, le broyeur n'étant plus en fonctionnement depuis au moins 2019, l'exploitant ne procède plus à des analyses périodiques des rejets atmosphériques.

Concernant les effluents aqueux, les analyses effectuées semestriellement sur les rejets d'eaux pluviales portent bien sur l'ensemble des paramètres prescrits dans l'arrêté préfectoral du 4 août 2020. Toutefois, l'exploitant ne respecte pas la périodicité des mesures fixée. Des actions correctrices pour remédier à cette non-conformité sont attendues de la part de l'exploitant dans un délai d'un mois.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Étude technique

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 20/07/2012 – Article 9.10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des dispositifs de protection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) a été réalisée par SOCOTEC le 29 août 2011. Il a été conclu que le bâtiment du broyeur devait être protégé contre les effets directs et indirects de la foudre par la mise en place d'un système de protection contre la foudre de niveau IV.</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé une étude technique pour permettre de spécifier les matériels à mettre en place.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 9 décembre 2022, un devis pour la prestation de mise à jour de l'ARF et de réalisation de l'étude technique.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 9.10.2 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2012.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2012 – Article 5.8
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma de circulation des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux a été mis à jour en dernier lieu le 26 août 2019 dans le cadre du dossier de réexamen IED. Ce plan ne mentionne pas le réseau d'eau d'alimentation des RIA, le second forage mis en place en septembre 2019 et le déboureur de l'aire de dépollution des VHU n'est pas nommément indiqué sur le plan.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 5.8 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2012.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Compteur du forage n°2

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 20/07/2012 – Article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les besoins en eau potable de l'établissement sont satisfaits à partir de prélèvements effectués au niveau d'un captage d'eau souterraine dans la nappe. Le débit de ce prélèvement est de 60 m³/h. Cette eau est ensuite filtrée sur filtre à cartouches coton puis stérilisée par lampe UV afin de la rendre potable.</p> <p>Les quantités d'eau prélevées pour les usages sanitaires sont de 675 m³/an environ.</p> <p>Les installations de prélèvement sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée en sortie de forage et au niveau de la canalisation d'eau potable.</p> <p>Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux forages sont présents sur le site, l'un pour tous les usages du site (eaux sanitaires, eau potable, alimentation des RIA, remplissage cuve incendie) et l'autre équipé d'une pompe d'un débit de plus de 60 m³/h dédié à la défense incendie.</p> <p>Les volumes prélevés au droit du forage n°1 (consommation d'eau du site) sont enregistrés tous les mois dans un registre informatisé, la consommation d'eau pour les 10 premiers mois de 2022 étant de 538 m³. Par contre, le compteur du forage utilisé pour la défense incendie n'a pas été relevé depuis sa mise en place en 2019.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2012.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N°4 : Nettoyage des dispositifs de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 04/08/2020 – Article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de traitement des effluents aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les débourbeurs-déshuileurs sont nettoyés par une société habilitée aussi souvent que nécessaire et dans tous les cas au moins deux fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi de nettoyage des dispositifs de traitement et les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le séparateur à hydrocarbures qui traite l'ensemble des eaux pluviales du site et le débourbeur de l'aire de dépollution des VHU ont été nettoyés deux fois en 2022.</p> <p>L'entretien des deux dispositifs par l'entreprise Assainissement Rhône Isère s'est déroulé le 3 mai 2022 et le 6 décembre 2022. Les bordereaux de suivi des déchets dangereux du premier nettoyage et le bon de travail de la seconde intervention ont été consultés le jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant transmettra dès réception les BSDD relatif au nettoyage de décembre 2022 justifiant du traitement des déchets hydrocarbonés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Valeurs limites des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 04/08/2020 – Article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet et valeurs limites

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales rejetées au milieu naturel au point de rejet décrit à l'article 5.6 respectent les valeurs limites en concentration définies ci-après :

Paramètre	Norme	Valeur limite	Date de mise en application
pH	NF T 90-008	5,5-8,5	à compter de la date de notification du présent arrêté
Température	/	30 °C	
DCO	NF T 90-101	125 mg/l	
DBO ₅	NF T 90-103	30 mg/l	
MEST	NF EN 872	35 mg/l	
Hydrocarbures totaux	NF EN ISO 9377-2	5 mg/l	
Azote global	NF EN 12260 NF EN ISO 11905-1	15 mg/l	
Phosphore total	NF EN ISO 15681-1 et 2, NF EN ISO 6878, NF EN ISO 11885	2 mg/l	
Arsenic	Normes EN génériques NF EN ISO 11885, NF EN ISO 17294-2 ou NF EN ISO 15586	0,05 mg/l	à compter du 17 août 2022
Cadmium		0,05 mg/l	
Chrome		0,15 mg/l	
Cuivre		0,5 mg/l	
Nickel		0,5 mg/l	
Plomb		0,3 mg/l	
Zinc		2 mg/l	
Mercure	NF EN ISO 17852 NF EN ISO 12846	5 µg/l	
PFOA	ISO 25101	/	
PFOS	ISO 25101	/	

Les valeurs limites s'imposent, sauf dispositions contraires, à des prélèvements d'échantillons moyens proportionnels au débit prélevés sur une durée de 24 heures et représentatifs du fonctionnement de l'installation.

En cas de rejets discontinus, les valeurs moyennes sont établies sur la durée des rejets, à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit, ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Constats :

Une analyse des rejets des effluents aqueux est effectuée deux fois par an par Eurofins. Les échantillons d'eau sont prélevés de manière ponctuelle par l'exploitant lorsqu'un écoulement est présent au niveau de l'exutoire (en cas d'épisodes pluvieux).

Les résultats des contrôles du 29 juin 2022 et du 15 novembre 2022 ont été consultés. Pour l'analyse de juin 2022, deux paramètres, la DBO₅ et l'azote global, ne respectent pas la valeur limite prescrite (respectivement 52,2 mg/ > 30 mg/l et 15,7 mg/L > 15 mg/l), sans toutefois dépasser le double de la valeur limite (prélèvements instantanés).

S'agissant de l'analyse de novembre 2022, l'exploitant est en attente des résultats des micropolluants (PFOA et PFOS). Sinon, tous les autres paramètres sont conformes.

L'exploitant transmettra dès réception, le rapport d'analyse complet de novembre 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Périodicité des mesures des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 04/08/2020 – Article 6															
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets															
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder par un organisme agréé, à des mesures en concentrations et flux sur les effluents aqueux selon les fréquences de surveillance définies dans le tableau ci-dessous. Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition d l'inspection des installations classées. Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th> <th>Fréquence</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>pH</td> <td rowspan="9">Semestrielle puis mensuelle à compter du 17 août 2022</td> </tr> <tr> <td>Température</td> </tr> <tr> <td>DCO</td> </tr> <tr> <td>DBO₅</td> </tr> <tr> <td>MEST</td> </tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td> </tr> <tr> <td>Azote total</td> </tr> <tr> <td>Phosphore total</td> </tr> <tr> <td>Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Nickel, Plomb, Zinc, Manganèse, Mercure</td> </tr> <tr> <td>PFOA, PFOS</td> <td>Semestrielle à compter du 17 août 2022</td> </tr> </tbody> </table>		Paramètre	Fréquence	pH	Semestrielle puis mensuelle à compter du 17 août 2022	Température	DCO	DBO ₅	MEST	Hydrocarbures totaux	Azote total	Phosphore total	Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Nickel, Plomb, Zinc, Manganèse, Mercure	PFOA, PFOS	Semestrielle à compter du 17 août 2022
Paramètre	Fréquence														
pH	Semestrielle puis mensuelle à compter du 17 août 2022														
Température															
DCO															
DBO ₅															
MEST															
Hydrocarbures totaux															
Azote total															
Phosphore total															
Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Nickel, Plomb, Zinc, Manganèse, Mercure															
PFOA, PFOS	Semestrielle à compter du 17 août 2022														
<p>Les valeurs limites et la surveillance des métaux, mercure, PFOS et PFOA ne sont applicables que lorsque ces substances sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux d'après l'inventaire décrit à l'article 4 du présent arrêté.</p>															
<p>Constats : Depuis le 17 août 2022, les paramètres listés dans le tableau ci-avant (à l'exception des PFOA et PFOS) doivent faire l'objet d'un contrôle mensuel. Selon l'exploitant, une commande avait été passée le 16 septembre 2022 auprès du laboratoire Eurofins afin qu'un prélèvement d'eau mensuel soit effectué sur le site jusqu'à la fin 2022. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le laboratoire n'était pas intervenu sur le site. L'exploitant a également précisé la difficulté d'obtenir un échantillon d'eau tous les mois, les prélèvements étant réalisés au niveau d'une conduite de rejet d'eaux pluviales (présence d'un écoulement uniquement lors d'un épisode pluvieux). L'exploitant a proposé d'étudier la possibilité de mettre en place un asservissement du prélèvement afin de garantir une prise d'échantillon lors de chaque rejet d'eaux pluviales. L'exploitant transmet les actions correctrices qu'il envisage de mettre en œuvre pour respecter la périodicité des mesures.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2020.</p>															
Type de suites proposées : Avec suites															
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale															
Proposition de délais : 1 mois															

N°7 : Étiquetage

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 20/07/2012 – Article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des produits dangereux
Prescription contrôlée : Les cuves, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Le réservoir dans lequel est collecté le gasoil lors de la dépollution des VHU ne comportait plus d'étiquette mentionnant le nom du produit et les symboles de danger. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2012.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N°8 : Pneumatiques usagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2012 – Article 7.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, déclaration GERE
Prescription contrôlée : Par ailleurs, l'exploitant est tenu d'effectuer la déclaration prévue à l'article 4 paragraphe II de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.
Constats : Les opérations de regroupement et de transit des pneumatiques issus du démontage des VHU sont effectuées sur le site. Ces déchets n'ont pas été déclarés dans GERE en 2021 en raison d'une erreur du code déchet selon l'exploitant. L'exploitant procédera aux corrections adéquates pour que les déchets de pneumatiques apparaissent dans la prochaine déclaration GERE de 2022.
Type de suites proposées : Sans suite